



NUMÉRO 5 – Avril 2025

CLUB ASIE
RÉSEAU AEGE



Newsletter

Sommaire

03

L'édito du coordo

04

L'image du mois

05

Le chiffre du mois / À ne pas manquer

06

Le fil rouge - Corée du Sud : Han Duck-soo rétabli, incertitude persistante

07

Géopolitique - Conflit au Cachemire

08

Géopolitique - Pyongyang officialise la présence de ses troupes aux côtés de Moscou

09

Défense - Le piège d'AUKUS

11

Diplomatie - La France en Asie

12

Économie - Les prémices d'un "Schengen" en Asie centrale

13

Interview VIE - William-Jin ROBIN, Total Energies - Singapour



Bonjour à tous,

En ce début du mois de mai, nous vous proposons de revenir sur l'actualité récente de la zone Asie-Pacifique au niveau **géopolitique, sécuritaire et économique**.

Au rayon politique intérieure, nous poursuivons notre fil rouge sur la **situation en Corée du Sud**, plongée dans un flou politique depuis décembre dernier.

Toujours en péninsule coréenne, cette fois-ci au nord, **La Corée du Nord et la Russie** ont finalement reconnu l'envoi de **soldats nord-coréens en Ukraine**, officialisant ainsi une coopération militaire de plus en plus étroite.

La récente reprise des **tensions indo-pakistanaïses au Cachemire** sera bien évidemment au centre de cette nouvelle édition tandis que côté Océanie, les derniers rebondissements dans l'affaire de la vente de sous-marins à l'Australie dans le cadre de l'alliance **AUKUS** feront l'objet d'une double-page au sein de notre rubrique "Défense".

Afin de n'éluder aucune région, nous irons en **Asie centrale** où analyserons les implications économiques de **l'accord frontalier** signé entre le Tadjikistan et et le Kirghizstan.

Enfin, comme chaque mois, retrouvez en fin d'édition (page 13) notre **interview VIE**, ce mois-ci nous avons le plaisir d'échanger avec William-Jin ROBIN, en poste chez Total Energies à Singapour.

Bonne lecture !

**Quentin LEYS, coordinateur
du Club Asie-Pacifique de
l'AEGE 2024-2025**



L'IMAGE DU MOIS : EXPLOSION AU PORT DE BANDAR ABBAS

CHLOÉ CHAUVINEAU ET LOUIS -MARIE DUPONT



Le 26 avril 2025, une explosion massive a secoué le port de Shahid Rajaei à Bandar Abbas, principal terminal maritime de l'Iran. Le bilan s'élève à au moins 70 morts et plus de 1 200 blessés. L'incident serait dû à une mauvaise gestion de produits chimiques inflammables, notamment de l'ammonium perchlorate, utilisé dans les carburants de missiles. Des images satellites révèlent des cratères profonds de 50 mètres et des bâtiments détruits. La catastrophe survient alors que l'Iran mène des négociations nucléaires avec les États-Unis, alimentant les spéculations sur une possible négligence ou du sabotage.

LE CHIFFRE DU MOIS

26 Rafale pour la marine indienne : New Delhi renforce sa puissance navale

Le 28 avril 2025, l'Inde a signé un contrat de 7,4 milliards de dollars avec la France pour l'acquisition de 26 avions Rafale Marine destinés. Cette commande comprend 22 monoplaces et 4 biplaces, qui seront déployés sur le porte-avions indien INS Vikrant. Ce partenariat stratégique vise à moderniser les forces armées indiennes, réduire la dépendance aux équipements russes et contrer l'influence croissante de la Chine dans l'océan Indien. Les livraisons sont prévues d'ici 2030, avec des formations conjointes en France et en Inde.

HUAWEI DÉVOILE L'ASCEND 920 POUR CONCURRENCER NVIDIA

Le 28 avril 2025, Huawei a lancé l'Ascend 920, une puce IA pour concurrencer Nvidia, après l'interdiction américaine d'exporter les puces H20 vers la Chine. Cette annonce a fait chuter l'action Nvidia de 4 %, signalant l'inquiétude des investisseurs. Huawei prévoit de vendre 800 000 puces Ascend 910B et 910C en 2025, renforçant sa position sur le marché des semi-conducteurs malgré les restrictions. Ces puces rivalisent avec les puces Nvidia en termes de performances d'inférence. Huawei prévoit une production en masse de cette puce au second semestre 2025, visant à combler le vide laissé par les restrictions américaines.

CHLOÉ CHAUVINEAU ET LOUIS -MARIE DUPONT

CORÉE DU SUD : HAN DUCK-SOO RÉTABLI, INCERTITUDE PERSISTANTE

LOUIS EHR

La Cour constitutionnelle sud-coréenne a annulé, lundi 24 mars dernier, la destitution du Premier ministre Han Duck-soo, rétablissant ainsi son intérim à la présidence. Cette décision relance les tensions dans un pays plongé dans une crise politique sans précédent depuis la tentative avortée de coup de force du président Yoon Suk-yeol en décembre dernier.



Un gouvernement instable face à une guerre commerciale

Han Duck-soo, qui avait été suspendu fin décembre par le Parlement, a salué une "décision sage" et affirmé vouloir œuvrer à la stabilité du pays. Cette annonce intervient alors que Séoul se prépare à de nouvelles tensions économiques avec les États-Unis, où Donald Trump a annoncé une série de taxes ciblant les exportations sud-coréennes.

L'ombre de Yoon Suk-yeol plane toujours

Si le Premier ministre a retrouvé son poste, l'avenir de l'ancien président Yoon Suk-yeol reste incertain. Accusé d'insurrection après avoir tenté d'imposer la loi martiale en décembre, il attend le verdict de la Cour constitutionnelle, qui pourrait aboutir à une nouvelle élection présidentielle dans les 60 jours. Les partisans du président déchu, inspirés par le mouvement pro-Trump américain, multiplient les manifestations en brandissant drapeaux américains et slogans complotistes. Ce phénomène de "trumpisation" du camp conservateur traduit une polarisation politique exacerbée qui fragilise davantage la démocratie sud-coréenne.

La tension reste vive

Alors que le pays retient son souffle en attendant le verdict final sur Yoon Suk-yeol, la Corée du Sud se trouve à un tournant décisif. L'issue de cette crise politique déterminera non seulement la stabilité institutionnelle, mais aussi l'avenir des relations internationales du pays, en pleine tourmente économique et diplomatique.



CONFLIT AU CACHEMIRE



La situation sécuritaire dans la région du Cachemire demeure hautement tendue, une semaine après l'attentat survenu le 22 avril à Pahalgam, dans la partie indienne du territoire. L'attaque, au cours de laquelle 26 civils – dont 25 ressortissants indiens et un Népalais – ont trouvé la mort, a marqué un tournant dans les relations déjà précaires entre l'Inde et le Pakistan.

NOAH LE ROY LIBERGE

Tensions indo-pakistanaïses : escalade continue au Cachemire

Sans attendre de revendication officielle, les autorités indiennes ont désigné un groupe islamiste soutenu, selon elles, par Islamabad comme responsable de l'attaque. Le Pakistan a nié toute implication et demandé l'ouverture d'une enquête indépendante. Depuis lors, des échanges de tirs ont lieu chaque nuit le long de la ligne de contrôle, qui fait office de frontière de facto entre les deux pays dans la région. Selon les déclarations de l'armée indienne, ces incidents ont été déclenchés par des tirs pakistanais à l'arme légère, auxquels les forces indiennes disent avoir répliqué de manière « mesurée ».

Parallèlement aux tensions militaires, une série de mesures diplomatiques et politiques ont été prises. New Delhi a suspendu unilatéralement le traité de l'Indus, signé en 1960 sous l'égide de la Banque mondiale, qui régit le partage des eaux entre les deux pays. Cette décision a été interprétée par Islamabad comme une remise en cause directe du droit international. Le fleuve Indus est vital pour l'agriculture pakistanaïse, représentant une ressource essentielle dans un pays où l'irrigation alimente 90 % des terres cultivées.

Les conséquences de cette crise s'étendent également au domaine diplomatique. Les ambassades ont procédé à l'expulsion réciproque de diplomates, les liaisons aériennes et le poste-frontière terrestre ont été fermés, et chaque pays a ordonné à ses ressortissants de quitter le territoire voisin dans les plus brefs délais.

Sur le plan intérieur, les deux gouvernements adoptent une posture de fermeté. En Inde, le Premier ministre Narendra Modi a promis de rendre justice aux victimes. L'enquête a été confiée à l'Agence nationale d'investigation (NIA), qui a procédé à plusieurs arrestations et à la destruction des domiciles de suspects. Du côté pakistanais, les autorités ont affirmé leur volonté de se défendre par « tout le spectre de la puissance nationale », sans exclure la dimension militaire.

Si le Conseil de sécurité de l'ONU a appelé à la retenue, aucune médiation effective n'a encore vu le jour. L'Arabie saoudite et l'Iran ont proposé leurs services, sans résultat concret à ce stade.



PYONGYANG OFFICIALISE LA PRÉSENCE DE SES TROUPES AUX CÔTÉS DE MOSCOU

La Corée du Nord et la Russie ont finalement reconnu l'envoi de soldats pour appuyer l'effort de guerre en Ukraine, officialisant ainsi une coopération militaire de plus en plus étroite.

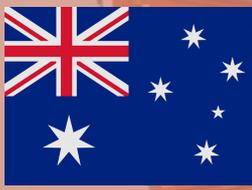
JOSEPH TEDESCHI



Selon Pyongyang, cet engagement (entre 11 000 et 15 000 hommes) serait conforme au traité stratégique signé avec Moscou en juin 2024. Le président Poutine a salué "l'exploit des forces spéciales coréennes", tandis que des images inédites ont montré des soldats nord-coréens armés d'AK-12 s'entraînant en Russie.

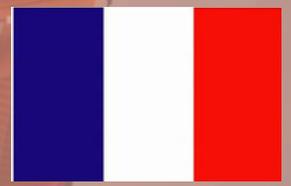
Ce rapprochement se joue sur fond de transferts de technologies militaires et spatiales vers Pyongyang, en échange de munitions, missiles et renforts humains pour soutenir les offensives russes. Malgré de lourdes pertes dans la région de Koursk (5 000 soldats nord-coréens tués ou blessés), la Corée du Nord semble prête à envoyer davantage de troupes, tout en préservant sa défense nationale.

Cette annonce intervient alors que la Russie revendique la reprise de la région de Koursk, une affirmation contestée par Kiev par ailleurs, et que les négociations de paix reprennent. Elle pourrait marquer une nouvelle étape : celle d'une alliance militaire renforcée entre Moscou et Pyongyang, aux implications régionales et stratégiques bien au-delà du théâtre ukrainien.



GE DÉFENSE UE

LE PIÈGE D'AUKUS



Quatre ans après l'accord AUKUS signé avec les États-Unis et le Royaume-Uni, l'Australie pourrait se retrouver sans les navires nécessaires pour renouveler sa flotte. Le manque de garanties sur les délais de livraison, couplé aux priorités internes des États-Unis et à la montée de la menace chinoise, met l'Australie dans une situation délicate. Cette incertitude remet en question les choix géopolitiques du pays et ses partenariats militaires à long terme.

NOAH LE ROY LIBERGE

Les inquiétudes croissantes de l'Australie sur la livraison des sous-marins

Quatre ans après l'annonce du partenariat AUKUS, l'Australie commence à douter de la capacité des États-Unis à honorer les engagements pris. Alors que l'armée américaine se concentre sur ses propres besoins et capacités de défense, notamment en raison de la menace chinoise grandissante, il devient de plus en plus probable que l'Australie ne reçoive pas les sous-marins dans les délais prévus. Les autorités australiennes, inquiètes de ne pas disposer des capacités nécessaires à temps, pourraient même envisager de remettre en question leur stratégie de défense actuelle, voire de se tourner vers d'autres solutions pour protéger leurs intérêts dans la région indo-pacifique.

De plus, la perspective de recevoir des sous-marins nucléaires américains, potentiellement stationnés sous pavillon et contrôlés par des officiers et marins américains, soulève des questions sur la souveraineté de l'Australie et sur la nature réelle de l'engagement des États-Unis envers leurs alliés dans la région.

L'Indonésie et l'Inde : De nouveaux partenariats pour la France en Indo-Pacifique

En réponse à l'isolement diplomatique, la France a développé de nouveaux partenariats stratégiques dans la région indo-pacifique. Le renforcement des relations avec l'Indonésie, notamment, s'inscrit dans une logique de diversification de son influence dans la région.

L'Indonésie avec son positionnement géostratégique entre les océans Indien et Pacifique, est un partenaire clé pour la France. Les deux pays ont développé une coopération militaire renforcée, avec la commande par Jakarta d'avions de combat Rafale, ainsi que de sous-marins Scorpène, construits localement. Cette collaboration s'inscrit dans une logique de transfert de technologie, un élément crucial pour l'Indonésie désireuse de renforcer son autonomie en matière de défense.

L'Inde, constitue également un partenaire stratégique pour la France dans la région. Les ventes de Rafale à l'Inde, accompagnées de transferts de technologie, témoignent de l'importance de cette relation.

Une montée de la menace chinoise et de nouvelles dynamiques de défense

La montée de la Chine comme puissance dominante dans la région indo-pacifique demeure un défi majeur pour les pays de cette zone. Alors que Pékin continue d'étendre son influence militaire, notamment en mer de Chine méridionale, les États-Unis, la France et leurs alliés cherchent à adapter leurs stratégies de défense. Le développement de nouveaux systèmes d'armement, tels que les avions de combat de sixième génération, représente une réponse directe à cette menace.

Les États-Unis, en particulier, ont lancé le développement du F-47, un avion de combat de sixième génération, afin de rivaliser avec le J-22 chinois, une version avancée des avions de combat de l'armée de l'air chinoise. Ces nouvelles technologies, tant du côté américain que chinois, reflètent la compétition croissante pour la domination aérienne et maritime dans cette région stratégique.

En réponse à ces défis, la France cherche à maintenir une présence forte dans l'Indo-Pacifique, non seulement à travers ses relations bilatérales avec des pays comme l'Indonésie et l'Inde, mais aussi en soutenant les initiatives multilatérales, comme le partenariat stratégique avec l'ASEAN, pour contrer l'influence grandissante de la Chine.



Conclusion : L'incertitude sur l'Australie et ses choix stratégiques

En 2025, l'Australie se trouve dans une position délicate. Le pays pourrait se retrouver sans les sous-marins nucléaires promis par l'accord AUKUS, ce qui compromettrait sérieusement sa capacité à défendre ses intérêts dans la région indo-pacifique. La montée des tensions avec la Chine, combinée à l'incertitude quant à la livraison des sous-marins, force l'Australie à réévaluer sa stratégie de défense et ses partenariats militaires. Face à cette situation, la France, qui a su diversifier ses alliances dans la région, demeure un acteur stratégique potentiel pour l'Australie, en particulier dans un contexte où les États-Unis peinent à répondre aux attentes de leurs alliés. Si l'Australie prend du retard dans la modernisation de ses capacités militaires, il est probable qu'elle cherche de nouvelles solutions pour se protéger face à la menace chinoise, et la France pourrait bien jouer un rôle clé dans cette évolution.

DIPLOMATIE

LA FRANCE EN ASIE-PACIFIQUE

Tour d'horizon des dernières actualités de la diplomatie française en Asie.

ANTOINE ORIOL

La France en Thaïlande

Lors de la 81e session de la CESAP à Bangkok, la France a réaffirmé son engagement pour un développement inclusif et durable en Asie-Pacifique. Elle a mis en avant ses actions en matière de transition énergétique, de lutte contre la déforestation et de protection des océans, en lien avec la Conférence des Nations Unies sur l'Océan prévue à Nice en 2025. En marge de la session, elle a organisé une table ronde sur la sécurité routière avec Jean Todt et un débat sur les villes durables. À travers des exemples comme les JO de Paris 2024, la France s'est positionnée comme un partenaire clé pour des infrastructures innovantes et bas carbone dans la région.



Colloque sur la Francophonie à Hanoï

Le colloque organisé à Hanoï le 26 avril 2025 a mis en lumière les enjeux actuels et les perspectives de l'enseignement du français en Asie-Pacifique, dans un contexte multilingue en pleine mutation. Il a rassemblé chercheurs, enseignants et étudiants autour du rôle du français comme langue de culture, de diplomatie et d'opportunités. Les participants ont rappelé les liens historiques forts entre le Vietnam et la langue française, tout en alertant sur le recul du nombre d'apprenants face à la montée d'autres langues comme l'anglais, le japonais ou le chinois. Ils ont toutefois souligné que le français conserve un rôle stratégique grâce à une approche qualitative, notamment dans les domaines de l'éducation, de la recherche et de la culture. L'accent a été mis sur la nécessité d'innover pédagogiquement, de renforcer l'enseignement interculturel et de soutenir l'action des institutions francophones. Dans cette région ouverte et diverse, le français demeure un vecteur essentiel de coopération avec l'Asie.

Forum franco-japonais de la finance verte

La 8e édition du Forum franco-japonais de la finance verte, tenue le 17 avril 2025 à l'Ambassade de France au Japon, a illustré la coopération active entre les deux pays dans la transition écologique. Plus de 150 participants ont échangé sur la finance durable, abordant des thèmes comme les obligations vertes, la neutralité carbone ou la « climateflation ». La convergence des réglementations et le rôle des banques centrales et de la recherche ont été salués. Ce forum, marqué par une forte dimension diplomatique, renforce le dialogue franco-japonais sur les enjeux climatiques en Asie.

ACCORD FRONTALIER KIRGHIZSTAN-TADJIKISTAN, LES PRÉMICES D'UN « ESPACE SCHENGEN » EN ASIE CENTRALE ?

Le 13 mars 2025, le Kirghizistan et le Tadjikistan ont signé un accord transfrontalier crucial qui met un terme à un conflit de territoire, notamment au sujet du contrôle de l'eau, vieux d'une trentaine d'années.

LAURE MICHELOT



CRÉDIT PHOTO : VYACHESLAV OSELEDKO / AFP

Cet accord historique porte sur une nouvelle délimitation des frontières dans des régions disputées, notamment dans la vallée de Ferghana, zone stratégique. Il prévoit des échanges de territoires et des accords sur l'accès aux ressources hydriques partagées. L'objectif principal est de renforcer la stabilité et la coopération entre les deux pays.

L'Organisation des Nations Unies (ONU) mais surtout l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), composée notamment de la Chine, de la Russie, de l'Iran, de l'Inde et des pays d'Asie centrale, se sont réjouiés de la signature du traité. Cet enthousiasme s'explique par les intérêts que les pays tiers peuvent avoir dans la région. La Chine, par exemple, est frontalière de ces deux pays et y est un acteur majeur en y finançant des projets d'infrastructures dans le cadre des « Nouvelles routes de la soie » visant à désenclaver cette région montagneuse et faciliter le commerce vers l'Europe. Dans cette optique, le Président kirghiz a profité de la signature de l'accord pour exprimer son souhait concernant la mise en place une zone de libre circulation en Asie centrale, similaire à l'espace Schengen.

Les enjeux de la création d'une telle zone sont multiples, favorisant les échanges économiques d'une part mais aussi les échanges « humains », les liens ethniques transfrontaliers dans la région étant très forts et le découpage territorial établi suite à la chute de l'Union soviétique ayant fait fi de cette réalité ethnique. Par ailleurs, selon Michaël Levystone, chercheur expert de l'Asie centrale, cet espace constituerait un intérêt pour les acteurs internationaux en ce que l'Asie centrale est un carrefour stratégique, entre la Russie au nord, la Chine avec le Xinjiang à l'est, l'Afghanistan au sud et l'Iran à l'ouest.

Si les frontières de l'Asie centrale venaient à être « abolies » au profit d'une zone de libre circulation, des acteurs extérieurs pourraient ainsi obtenir des informations sur ces pays, leur permettant d'être plus au fait des activités de ces puissances et d'anticiper des évolutions géopolitiques voire technologiques.

LE V.I.E. DE WILLIAM-JIN ROBIN À SINGAPOUR

TOTAL ENERGIES - ANALYSTE MARCHÉ ET STRATÉGIE



Entretien réalisé par Anastasie ROBUCHON-LEE

Tu as été étudiant à l'EGE, quel a été ton parcours universitaire et éventuellement tes expériences pro ?

Après une licence d'économie à la Sorbonne, je voulais approfondir mon intérêt pour la géopolitique donc j'ai fait un an à l'IRIS (Institut de Relations internationales et Stratégiques). J'ai ensuite rejoint l'EGE en SIE 26 où j'ai été co-fondateur du club Asie Pacifique. Je souhaitais élaborer une approche IE qui me permettait d'appréhender l'impact des relations internationales sur les activités des entreprises. Pour approfondir ma formation sur le sujet, j'ai rejoint à KEDGE (École de commerce) pour le master spécialisé en supply chain en alternance au sein de TotalEnergies dans le secteur des biocarburants.

Cette expérience a été très formatrice, dans le sens où le domaine de la supply chain cristallise toutes les dynamiques de l'intelligence économique. Même si le domaine et les fonctions logistiques sont souvent considérés comme des fonctions support, les directeurs supply chain et logistiques sont de véritables acteurs de l'IE, parfois même sans le savoir.

Quel a été ton processus de recrutement pour le V.I.E. et as-tu des recommandation spécifiques pour l'acculturation à Singapour ?

Les missions de mon V.I.E. sont orientées sur l'analyse de marché notamment le secteur des carburants marins. La localisation à Singapour s'explique par le fait qu'il s'agit du plus gros hub de ravitaillement de carburants maritimes à l'échelle mondiale. En ce qui concerne le processus de recrutement, il a été long. Cela s'explique notamment par le fait que je visais uniquement des contrats en Asie-Pacifique. J'ai envoyé mes premières candidatures en mai 2024 et la réponse définitive pour mon poste actuel m'a été donnée en novembre 2024.

Si j'ai un conseil à vous donner ça serait de ne pas négliger le réseau personnel que vous pouvez vous construire au cours de votre parcours et de savoir faire preuve d'initiative. C'est comme ça que j'ai réussi à décrocher mon contrat à Singapour. En ce qui concerne l'EGE, de plus en plus d'anciens passent par l'Asie que ce soit en V.I.E. ou en contrat local. Sur la partie acculturation de la question, la communauté des V.I.E. et des expats à Singapour est assez forte et solidaire ce qui permet d'être assez vite intégré. Des sorties communes peuvent être organisées et il y a une vraie culture d'entraide.

Peux-tu nous parler de tes missions en tant qu'analyste marché ?

Pour mes missions, sans trop entrer dans les détails, je suis analyste marché ce qui veut dire que je reste informé des évolutions du secteur à horizon 2050 et au-delà. En d'autres termes, j'effectue une veille réglementaire et concurrentielle à des fins d'analyse. Le secteur du bunkering regroupe beaucoup d'acteurs différents ce qui vient ajouter une complexité d'analyse, d'où le besoin d'être précis dans la veille et d'être bien au fait des actualités géopolitiques etc.

Le secteur maritime est soumis à des mutations et des changements réglementaires à l'échelle régionale et internationale notamment avec l'accroissement des enjeux climatiques et environnementaux.

Comment est-ce que l'angle IE te permet d'enrichir ta manière d'envisager ces missions ?

En ce qui concerne l'IE en tant que telle, il faut la considérer comme un état d'esprit et une méthode dans le sens où je vais toujours essayer d'anticiper les impacts. C'est une posture qui te permet de considérer plusieurs niveaux d'analyse, les fameux échiquiers.

C'est une approche holistique où on va considérer les impacts réputationnels tout comme les impacts juridiques. Ces derniers constituent une dimension majeure dans le secteur du bunkering. L'approche IE va permettre de faire le lien entre une actualité géopolitique et un impact sur un point précis de la supply chain. La stratégie du secteur de l'énergie est fortement dépendante de l'actualité géopolitique et l'IE permet d'anticiper les impacts.

Mais de manière globale, je considère que c'est la dimension internationale et la particularité du secteur qui obligent chaque acteur à réfléchir à plusieurs niveaux d'analyse sans forcément être conscient de faire de l'IE.

As-tu été confronté à des différences culturelles ? Est-ce qu'elles ont impacté ta manière de travailler comparé à lorsque tu étais basé à Paris ?

Je n'ai pas observé de grand changement entre les manières de travailler dans les équipes de TotalEnergies à Paris et à Singapour.

Mais on peut sans doute souligner que les manières de gérer les interactions au travail sont différentes. Les singapouriens peuvent apparaître plus fermés de prime abord, mais une fois que la glace est brisée ils sont toujours ouverts et prêts à échanger une fois le contact établi.

De manière générale, il y a beaucoup de salariés singapouriens dans les équipes de la filiale, ce qui permet d'avoir une vraie ouverture sur la vie locale pour peu qu'on soit curieux et ouvert sur le monde.